



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ  
portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

**Création d'une réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole et forage associé  
sur la commune de Saint-Etienne-du-Bois (85)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2021/SGAR/DREAL/30 du 1<sup>er</sup> mars 2021 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-5250 relative au projet de création de réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole accompagnée d'un forage pour son alimentation sur la commune de Saint-Etienne-du-Bois, déposée par monsieur Boris MARTINEAU et considérée complète le 6 avril 2021 ;

Considérant que le projet consiste à créer une retenue d'eau sur la commune de Saint-Etienne-du-Bois, d'une superficie de 2,2 hectares pour une surface de plan d'eau de 1,7 hectare, représentant un besoin de stockage d'un volume de 70 000 m<sup>3</sup> d'eau, destinée à l'irrigation agricole ; que le projet comprend également un forage d'une profondeur estimée à ce stade à 60 m pour assurer une partie du remplissage de la réserve, et s'accompagne de la mise en place d'un réseau d'irrigation sur les parcelles du GAEC Martineau et de l'EARL de la Favrie ;

Considérant que le projet s'inscrit en zone agricole (A) du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune, dans le secteur du lieu dit « La Favrie » ;

Considérant que le projet de plan d'eau, de forage et de réseau d'irrigation n'est pas concerné par un périmètre d'inventaire ou une protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager ;

Considérant que le projet n'est pas situé en zone de répartition des eaux ;

- Considérant que le site Natura 2000 du Lac de Grand-Lieu (44) le plus proche se trouve à 21 km du projet ;
- Considérant que le secteur du projet est constitué d'une parcelle de culture présentant une mare et une haie constituée de petits chênes et de ronciers ;
- Considérant qu'à ce stade la recherche d'un projet de moindre impact a permis d'éviter une implantation en bordure de cours et des zones humides, que la mare située en aval du projet sera préservée, que toutefois une haie concernée en partie par l'emprise du projet nécessitera des actions de replantations au titre des mesures compensatoires ;
- Considérant que le projet est soumis à déclaration au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques ; qu'au regard de ses dimensions prévues à ce stade le projet est soumis à permis d'aménager au titre des dispositions de l'article R.421-19 alinéa k du code de l'urbanisme, les exhaussements et affouillements nécessaires portant sur une surface au sol supérieure à 2 hectares ;
- Considérant l'absence d'habitation de tiers dans les 400 m en aval des digues de la réserve à créer ;
- Considérant que le forage sera équipé à sa surface d'un couronnement étanche en béton de 3 m<sup>2</sup> et devra être équipé d'un compteur pour contrôler le volume prélevé ;
- Considérant que la réserve d'irrigation sera équipée d'une échelle limnimétrique et d'un compteur afin de contrôler le volume stocké ;
- Considérant que dans le cadre de son dossier de déclaration soumis à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques, le porteur de projet devra nécessairement s'attacher à développer la séquence éviter-réduire-compenser, notamment pour ce qui concerne la présence d'une haie partiellement impactée qu'il est prévu de compenser, au regard des alternatives étudiées et évoquées en annexes de la présente demande ;
- Considérant que le dossier indique que l'alimentation de cette réserve d'eau se fera en période hivernale, à partir des eaux de drainage du bassin versant intercepté évaluées à ce stade à 42 000 m<sup>3</sup> et complétées par pompage pour un volume estimé à 28 000 m<sup>3</sup> depuis le forage à créer (prélèvement maximal sollicité 50 000 m<sup>3</sup> et débit maximal journalier de 14 m<sup>3</sup>/h pour 150 jours maximum d'utilisation) ; que dans le cadre de la procédure à conduire au titre de la loi sur l'eau, le maître d'ouvrage devra expliciter les dispositions prises pour garantir le fonctionnement envisagé ; que devront notamment être confirmés la disponibilité réelle de volumes hivernaux sur le secteur envisagé et le fait que le remplissage se fasse bien exclusivement lorsque les conditions de débit du cours d'eau sont remplies (cf notamment les dispositions 7D5 et 7D6 du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE - Loire-Bretagne 2016-2021) ;
- Considérant que le maître d'ouvrage devra par ailleurs démontrer que son projet respecte la disposition 1E3 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, selon laquelle "*les plans d'eau [doivent être] isolés du réseau hydrographique, y compris des eaux de ruissellement, par un dispositif de contournement garantissant le prélèvement du strict volume nécessaire à leur usage, et qu'en dehors du volume et de la période autorisés pour le prélèvement, toutes les eaux arrivant en amont de l'ouvrage ou à la prise d'eau, à l'exception des eaux de drainage agricole, [doivent être] transmises à l'aval, sans retard et sans altération*" ;
- Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

## **ARRÊTE :**

### **Article 1er :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole et du forage associé sur la commune de Saint-Etienne-du-Bois, est dispensé d'étude d'impact.

### **Article 2 :**

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

### **Article 3 :**

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Boris MARTINEAU et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire  
et par délégation,  
pour la directrice régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement,

<b>Délais et voies de recours</b>
-----------------------------------

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire  
Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable. Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)